

Arrêté n° 1013-24-0282

- portant interdiction temporaire de la détention, du transport et de l'utilisation d'artifices de divertissement
- portant interdiction temporaire de la détention, du transport et de l'utilisation de substances ou produits incendiaires
- portant interdiction temporaire de la détention, du transport, de la distribution, de l'achat et de la vente à emporter de carburants dans tout récipient transportable

**Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2214-4 et L.2215-1 ;

VU le code pénal et notamment son article R.644-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET, Préfet de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 organisant les délégations de signature au sein du cabinet ;

CONSIDÉRANT que le tribunal correctionnel d'Alençon organise du lundi 24 juin 2024 au jeudi 27 juin 2024 le procès de seize personnes pour des infractions liées au trafic de drogue et à la détention d'armes, pour des faits ayant eu lieu entre octobre 2022 et octobre 2023 à Alençon ;

CONSIDÉRANT que la sécurisation de ce procès entraîne une mobilisation importante des forces de sécurité ;

CONSIDÉRANT que pour prévenir les potentiels troubles à l'ordre public à l'occasion de la tenue du premier tour des élections législatives sur l'ensemble du territoire national le 30 juin 2024, les forces de sécurité intérieure sont particulièrement mobilisées ;

CONSIDÉRANT que les différents épisodes de violences urbaines survenues fin juin – début juillet 2023 sur le territoire national imposent la mise en place d'un dispositif particulier de sécurisation pour prévenir de nouvelles violences urbaines ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions d'usage particulières ;

CONSIDÉRANT que, dans ce contexte, il existe des risques d'utilisation, par des individus isolés ou en réunion, d'artifices de divertissement, d'articles pyrotechniques et de substances ou produits incendiaires, principalement ceux conçus pour être lancés par un mortier, contre les forces de sécurité intérieure, ainsi que contre des biens, en particulier des véhicules et des biens publics ;

CONSIDÉRANT la mobilisation importante des effectifs des forces de sécurité intérieure dans l'application du plan vigipirate au niveau « urgence attentat » depuis le 24 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que pour prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public par des mesures adaptées et limitées dans le temps, il convient de restreindre temporairement les conditions de vente, de distribution et de transport d'acide, de carburant, d'explosifs, de produits inflammables ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de prévenir les atteintes à l'ordre public ; que dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

ARRÊTE

Article 1 : Le port, le transport et l'usage par des particuliers, des artifices de divertissements des catégories F2 à F4, dont les artifices de divertissement destinés à être tirés au moyen d'un mortier ainsi que celle des articles pyrotechniques des catégories T1, T2, P1 et P2, et de tout dispositif de lancement, sont interdits sur le territoire communal de la ville d'Alençon (61 000) :

– du jeudi 27 juin 2024, 6h00 au lundi 1^{er} juillet 2024, 6h00.

Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissements et articles pyrotechniques à des fins professionnelles, titulaires du certificat de qualification prévu à l'article 6 du décret du 31 mai 2010 susvisé, peuvent, et à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : La détention et le transport de substance ou produits incendiaires sont interdits sur le territoire communal de la ville d'Alençon (61 000) :

– du jeudi 27 juin 2024, 6h00 au lundi 1^{er} juillet 2024, 6h00.

Article 3 : La détention, le transport, la distribution, l'achat et la vente de carburants dans tout récipient transportables sont interdits sur le territoire communal de la ville d'Alençon (61 000) :

– du jeudi 27 juin 2024, 6h00 au lundi 1^{er} juillet 2024, 6h00.

Cette interdiction ne s'applique pas aux situations d'urgence avérées, dûment justifiées par le client et vérifiées, en tant que de besoin, avec le concours des services de police et de gendarmerie locaux.

Les détaillants, gérants et exploitants de stations services, notamment de celles qui disposent d'appareils automatisés permettant la distribution de carburants, doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

Article 4 : Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment en application de l'article R.644-5 du code pénal sanctionnant d'une amende de la 4^e classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par arrêté pris sur le fondement des pouvoirs de police générale des autorités compétentes.

Article 5 : La présente décision peut être contestée selon les voies de recours suivantes :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Caen (3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4) dans un délai de deux mois suivant sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le Ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Le sous-préfet directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement d'Alençon, le directeur départemental de la police nationale de l'Orne, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Orne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne.

Fait à Alençon, le 26/06/2024

Le Préfet,

signé

Sébastien JALLET